

N° DP 24/725

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU PROFIT DE L'ASSOCIATION TOULONNAISE DES AMIS DU CHAT (ATAC) RELATIVE AUX PARCELLES À TOULON AVENUE ARISTIDE BRIAND ZAE DE MALBOUSQUET CADASTRÉES CV N°0066 ET N°0067

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L. 2125-1,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision du Bureau communautaire DC 03/173 en date du 30 juin 2003,

VU l'acte authentique reçu par Maître Philippe BERNARD, notaire à TOULON, en date du 26 janvier 2004, contenant vente par la Ville de Toulon à la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée des parcelles situées sur la commune de TOULON (83200) avenue Aristide Briand, cadastrées section CV n° 0066 et 67,

VU la décision du Bureau communautaire DC 07/106 en date du 5 février 2007,

VU la demande d'autorisation d'occupation de ces parcelles exprimée par l'Association Toulonnaise des Amis du Chat en date du 9 juin 2024,

VU la convention de mise à disposition ci-après annexée,

CONSIDERANT que le refuge de l'Association Toulonnaise des Amis du Chat (A.T.A.C) est installé depuis 2007 à TOULON (83200) Avenue Aristide Briand, ZAE de Malbousquet, sur les parcelles CV n° 66 et 67,

CONSIDERANT que l'Association Toulonnaise des Amis du Chat est une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, accomplissant des missions de défense et de protection des chats, d'animation et de gestion du refuge de Lagoubran, et d'aide ponctuelle aux propriétaires de chats en difficulté sociale ou financière et d'une manière générale aux adhérents du refuge et de l'association,

CONSIDERANT l'opportunité d'accorder la mise à disposition des parcelles CV n° 66 et 67, à titre gracieux, pour une durée d'un an renouvelable quatre fois,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition consentie, à titre gracieux, au profit de l'Association A.T.A.C. relative aux parcelles situées sur la commune de TOULON (83200) avenue Aristide Briand, cadastrées section CV n° 66 et 67, pour une durée d'un an renouvelable quatre fois.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

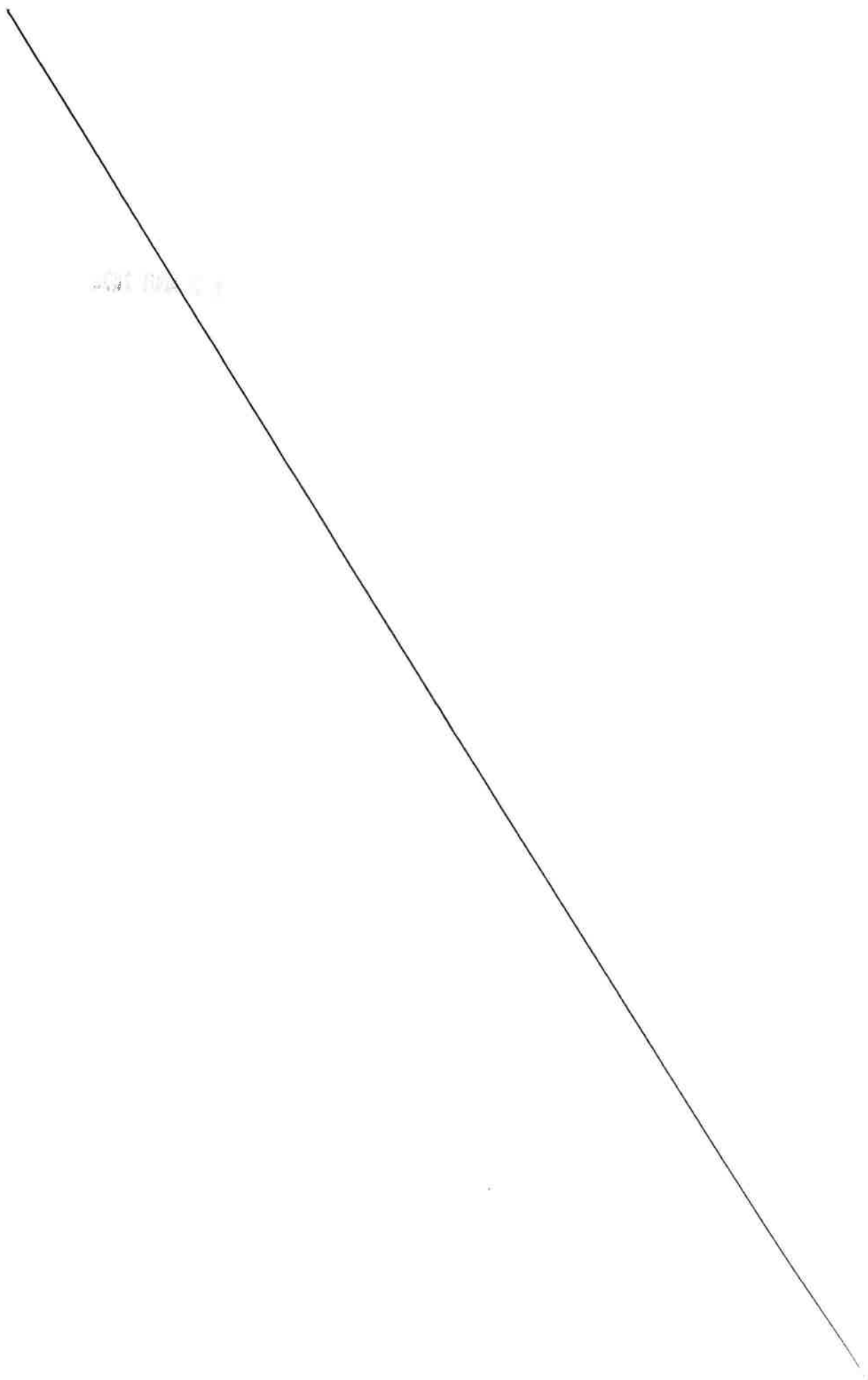
Fait à Toulon, le

12 AOUT 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION
CONSENTIE À L'ASSOCIATION TOULONNAISE
DES AMIS DU CHAT (A.T.A.C.) RELATIVE AUX
PARCELLES CADASTRÉES SECTION
CV N° 0066 ET 0067 SISES À TOULON (83200)
AVENUE ARISTIDE BRIAND, ZAE DE
MALBOUSQUET**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° du

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'une part,

ET

« L'Association Toulonnaise des Amis du Chat » (ATAC), dont le siège social est situé à TOULON (83200), refuge pour chats de Lagoubran, avenue Aristide Briand, représentée par sa Présidente, Madame Isabelle GANJOUEFF,

Ci-après dénommée « l'Occupant », ou « le Bénéficiaire »,

D'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de deux parcelles sises à TOULON (83200), avenue Aristide Briand, ZAE de Malbousquet, cadastrées Section CV n° 0066 d'une superficie de 2.792 m² et Section CV n° 0067 d'une superficie de 1.147 m².

L'Association Toulonnaise des Amis du Chat (A.T.A.C.), dont l'objet est la défense et la protection des chats, la gestion et d'animation du refuge de Lagoubran, ainsi que l'aide ponctuelle aux propriétaires de chats en difficulté sociale ou financière et d'une manière générale aux adhérents du refuge et de l'Association, est installée sur ces parcelles depuis 2007.

Il est précisé que le refuge occupe également une partie de la parcelle voisine cadastrée Section CV n° 0068, appartenant à la ville de Toulon.

Par courrier en date du 9 juin 2024, l'Association A.T.A.C. a sollicité l'autorisation de continuer à occuper les parcelles cadastrées section CV n° 0066 et 0067.

L'association A.T.A.C. étant une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, la métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE accepte de maintenir l'association sur ces parcelles, et ce à titre gracieux, conformément à l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

L'occupant est autorisé à occuper les parcelles sises à TOULON (83200), avenue Aristide Briand, ZAE de Malbousquet, cadastrées section CV n° 66 et n° 67 d'une superficie respective de 2792 m² et de 1147 m², afin d'y exercer son activité de protection des animaux.

L'Occupant ne pourra destiner les lieux à une activité autre que celle mentionnée ci-dessus sans accord exprès écrit, de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Cette autorisation est délivrée à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à l'issue de l'autorisation.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce.

Article 2 – Durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter de sa notification.

Elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable quatre fois par tacite reconduction pour la même période.

Article 3 – Conditions financières :

L'association A.T.A.C. étant une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, et conformément à l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la Métropole Toulon Provence Méditerranée consent cette mise à disposition, à titre gracieux.

Impôts et charges :

L'Occupant devra seul supporter la taxe d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Il fera son affaire personnelle de tous contrats.

Il paiera pour les services en eau, énergie, télécommunication et autres afférents à ce bien.

Article 4 – Dispositions générales :

L'Occupant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point de la zone aux agents chargés du contrôle, notamment ceux du Propriétaire.

L'Occupant est tenu de se conformer aux lois, règlements et règles existants ou à venir.

Il est tenu de se conformer aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollution et de nuisance de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution de travaux mais aussi de l'exploitation de ses installations.

L'occupant supportera également, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison des travaux de toute nature ou de l'utilisation des parcelles transférées.

Article 5 – Travaux et entretien :

L'Occupant est tenu de soumettre les projets de travaux à l'agrément de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans que cet agrément puisse engager la responsabilité de celle-ci. L'absence de réponse du Propriétaire dans un délai de 30 jours à compter de sa saisine vaudra accord sur le projet.

L'Occupant devra également se conformer aux exigences de la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne le code de l'urbanisme et les clauses du plan local d'urbanisme.

Tous les travaux d'entretien, de maintenance et de nettoyage des parcelles visées à l'article 1 sont à la charge de l'Occupant.

L'Occupant est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

Seules demeures à la charge du Propriétaire les grosses réparations de l'article 606 du Code civil.

Les ouvrages ainsi que leurs abords doivent présenter en tout temps un aspect soigné.

En cas de retard de l'Occupant à exécuter ses obligations visées au présent article, le Propriétaire pourra faire réaliser les réparations, après mise en demeure, par lettre

recommandée avec accusé de réception restée en tout ou partie sans effet pendant un délai d'un mois, lesdites réparations étant réalisées aux frais, risques et périls exclusifs de l'Occupant et sous réserve de tous droits et recours du Propriétaire.

Article 6 – Exclusion de responsabilité :

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets de la présente convention.

Le Propriétaire ne pourra être tenu pour responsable des dégradations, vols, ou détournements concernant les biens mis à disposition.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 7 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux puis le 1^{er} janvier de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques d'occupation, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Il est tenu d'assurer tous les biens immobiliers et mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

L'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant la Métropole Toulon Provence Méditerranée contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

Les exclusions de responsabilité mentionnées à l'article précédent devront être prises en compte dans les contrats d'assurance.

Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. En l'absence de diligence, et après mise en demeure restée infructueuse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

Article 8 – Cessation, révocation, résiliation de l'autorisation :

8-1 Cessation d'occupation :

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 15 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

8-2 Cessation à l'initiative de l'Occupant :

La cessation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement. Elle peut également intervenir par anticipation sur demande de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

8-3 Révocation à l'initiative du Propriétaire pour défaut d'exécution des obligations de l'Occupant :

Elle est prononcée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter soit à :

- Se conformer à l'une des conditions de la présente convention
- Obtempérer aux instructions qui lui auront été données par un agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

8-4 Résiliation à l'initiative du Propriétaire pour cause de commercialisation des parcelles :

Conformément au préambule de la présente convention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée pourra résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de trois mois, en cas de commercialisation des parcelles situées dans la zone d'activité économique de Malbousquet.

8-5 Retrait pour cause d'intérêt général :

Il intervient sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de retrait avec un préavis de trois mois.

Article 9 – Recours

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 10 – Informatique et Libertés

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

La Présidente de l'Association
Toulonnaise des Amis du Chat

Isabelle GANJOUEFF

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN